

Convention collective

**ENTREPRISES DE PRESTATIONS DE SERVICES AVICOLES
(SARTHE ET MAYENNE)
(1^{er} octobre 1999)**

(Etendue par arrêté du 9 mars 2000,
Journal officiel du 18 mars 2000)

■ *Journal officiel* du 20 janvier 2005

**Arrêté du 22 décembre 2004 portant extension d'avenants à la
convention collective de travail concernant les entreprises de
prestations de services avicoles des départements de la Sarthe et
de la Mayenne**

NOR : AGRF0500105A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2000 portant extension de la convention collective de travail du 1^{er} octobre 1999 concernant les entreprises de prestations de services avicoles des départements de la Sarthe et de la Mayenne ;

Vu les avenants du 8 juillet 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 6 novembre 2004 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions des avenants n^{os} 6 et 7 du 8 juillet 2004 à la convention collective de travail du 1^{er} octobre 1999 concernant les entreprises de prestations de services avicoles des départements de la Sarthe et de la Mayenne

sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

L'avenant n° 7 du 8 juillet 2004 susmentionné est étendu sous réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie de rémunération mensuelle et de l'article 6.6 de l'accord national étendu du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 1^{er} octobre 1999 précitée.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2004.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
*L'ingénieure en chef du génie rural,
des eaux et des forêts,*
V. METRICH-HECQUET

Nota. – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/42 en date du 13 novembre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.